

8 novembre 2021

Business for Inclusive Growth (B4IG) :

« Travailleurs, consommateurs et communautés locales doivent être au cœur de l'action climatique »

Paris - 8 novembre 2021- Alors que gouvernements, entreprises, experts et organisations non gouvernementales se réunissent à Glasgow pour la 26ème Conférence des Parties de l'ONU sur le changement climatique (COP26), **la coalition B4IG appelle à placer les travailleurs, les consommateurs et les communautés locales, au cœur de l'action climatique.**

Le changement climatique ainsi que les stratégies et politiques climatiques sont susceptibles d'avoir des répercussions sociales majeures, qui doivent être traitées de manière systématique, en s'assurant que personne n'est laissé sur le bord du chemin.

La coalition B4IG a adopté une déclaration sur le rôle crucial que les entreprises doivent jouer pour relever les défis sociaux de la transition, en s'associant aux gouvernements, aux partenaires sociaux et aux autres parties prenantes.

Afin de converger vers des indicateurs communs qui poseront les bases d'un langage partagé avec toutes les parties prenantes, la coalition propose également une première sélection d'indicateurs permettant d'identifier, d'évaluer et de traiter l'impact social de la transition dans les activités des entreprises, leurs chaînes d'approvisionnement et leurs relations commerciales.

Lancée par la Présidence française du G7 en août 2019, Business for Inclusive Growth (B4IG) est une coalition de présidents et directeurs généraux de grandes entreprises internationales engagées dans la lutte contre les inégalités de revenus et d'opportunités. Avec l'OCDE comme partenaire stratégique, B4IG coordonne son action avec les gouvernements pour faire progresser la croissance inclusive aussi bien au niveau mondial qu'au niveau local. Le groupe de travail B4IG sur la transition juste est présidé par Crédit Agricole S.A.

Texte intégral de la déclaration :

Travailleurs, consommateurs et communautés locales doivent être au cœur de l'action climatique

B4IG propose huit indicateurs clés pour analyser et mesurer les défis sociaux de la Transition Juste

Le changement climatique et les stratégies et politiques en la matière, peuvent avoir des répercussions sociales majeures. Nous pouvons y faire face si nous prenons collectivement les mesures nécessaires pour soutenir la Transition Juste, en plaçant les personnes au cœur de l'action climatique et en convergeant vers des indicateurs

communs qui poseront les bases d'une approche partagée avec toutes les parties prenantes.

Nous savons que nous devons agir en profondeur, et de manière urgente, pour limiter un dérèglement climatique catastrophique. Dans tous les scénarios d'émissions potentielles envisagés dans le dernier rapport publié par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) des Nations Unies en août 2021, la température à la surface du globe continuera d'augmenter au moins jusqu'au milieu du siècle. Pour maintenir le réchauffement planétaire bien en deçà de 2°C par rapport aux niveaux préindustriels et limiter encore davantage l'augmentation de la température à 1,5°C, il faudra atteindre au moins des émissions nettes nulles de CO₂ et réduire fortement les émissions d'autres gaz à effet de serre.

Nous savons que le changement climatique et les politiques visant à l'atténuer pourraient provoquer des chocs massifs. Nous nous attendons à de graves conséquences macroéconomiques, notamment des changements importants des prix relatifs, une obsolescence accélérée du stock de capital existant, une réaffectation importante de la main-d'œuvre et, par conséquent, la nécessité d'accroître les investissements. Ces politiques auront des conséquences redistributives importantes, ainsi qu'un impact sur la vie des travailleurs et la compétitivité de certaines industries établies de longue date et de communautés spécifiques. Sauf si un soutien ciblé est prévu dès la phase de conception des politiques d'atténuation et d'adaptation au changement climatique, ces évolutions atteindront de manière disproportionnée les populations vulnérables existantes. Les politiques climatiques créeront certes de nouvelles opportunités, mais elles pourraient aussi concentrer la pénurie et l'inadéquation des compétences, ainsi que les pertes d'emplois sur certaines zones géographiques et industries, avec la probabilité d'accroître les inégalités dans l'accès aux biens et services essentiels tels que la nourriture, le transport, le logement et l'énergie.

Nous ne pourrions assurer une transition juste que si nous plaçons les personnes au cœur de l'action climatique. Comme l'a déclaré l'Organisation internationale du travail (OIT) en 2015, "[une] transition juste contribue aux objectifs de travail décent pour tous, d'inclusion sociale et d'éradication de la pauvreté".

Les entreprises ont un rôle central à jouer pour garantir que les défis sociaux de la transition sont relevés, en s'associant aux gouvernements, aux partenaires sociaux, aux fournisseurs et aux autres parties prenantes, et en prenant des mesures pour intégrer correctement l'impact social de leurs stratégies de transition écologique dans les politiques et les actions de l'entreprise. Les gouvernements, les entreprises et les autres parties prenantes doivent veiller collectivement à ce que personne ne soit laissé sur le bord du chemin dans ce processus.

Une transition juste implique une transition vers des modèles économiques durables qui viseront simultanément deux objectifs stratégiques : 1) la maximisation de l'impact environnemental positif et 2) la minimisation de l'impact social négatif. La mesure de notre succès résidera dans notre capacité à transformer la décarbonisation en une opportunité pour créer une économie plus inclusive et qui accompagne les parties prenantes négativement impactées, en particulier :

- **Les travailleurs** : Les travailleurs des secteurs et industries en mutation sont confrontés à des changements radicaux dans les technologies et les compétences sous-jacentes. Une transition juste doit garantir que ces travailleurs sont impliqués dans l'organisation et la mise en œuvre de ces changements, qu'ils sont protégés des effets néfastes des politiques de changement climatique, et qu'ils trouvent un travail décent et des emplois de qualité dans des activités durables.

- **Les communautés locales et les territoires** : Une transition juste devrait garantir que les coûts et les bénéfices sont partagés équitablement, et que les communautés locales exposées aux effets négatifs de cette transition sont soutenues et bénéficient d'opportunités prometteuses dans l'économie à faible émission de carbone.
- **La société** : Une transition juste devrait garantir que chaque partie prenante joue pleinement son rôle et se fonde sur un dialogue constructif dans la coordination des actions avec les gouvernements, les entreprises, les partenaires sociaux, les organisations non gouvernementales et les citoyens.
- **Les consommateurs** : Une transition juste devrait garantir que tous les consommateurs, en particulier les consommateurs à faibles revenus, ont accès à des produits durables et abordables, en mettant en œuvre des mécanismes permettant d'équilibrer les surcoûts avec la capacité de paiement.

Pour permettre une transition juste, **les entreprises devraient intégrer une série de considérations dans leurs stratégies et politiques climatiques, notamment un diagnostic et un plan d'action permettant d'identifier, d'évaluer et de traiter les impacts sociaux de la transition dans leurs propres activités, leurs chaînes d'approvisionnement et leurs relations commerciales, ainsi qu'un ensemble d'indicateurs mesurant efforts, progrès et résultats.**

Comme les actions collectives seront essentielles à la réussite de la transition juste, **il est important de converger vers des indicateurs communs qui jetteront les bases d'un langage partagé avec toutes les parties prenantes**, favorisant ainsi les coalitions d'entreprises ainsi que les partenariats avec les gouvernements, qui permettront de définir une voie commune pour le changement.

Dans cet objectif, B4IG propose un ensemble de huit indicateurs de base (annexés à la présente déclaration) pour démarrer le suivi de ces efforts. Ces indicateurs sont une première approche, qui devra être consolidée au fur et à mesure de l'émergence des normes pertinentes. Cette sélection, que nous présentons comme une base de discussion et de travail complémentaire sur les définitions et la faisabilité, a été réalisée en tenant compte de deux considérations :

- S'assurer que les mesures sont alignées avec les exigences pesant déjà sur les entreprises : les indicateurs que B4IG présente pour discussion sont principalement fondés sur des normes existantes.
- S'orienter vers la mesure de l'impact : les indicateurs que nous proposons sont des indicateurs de résultats lorsque cela est pertinent, car il s'agit d'un aspect clé qui démontre l'impact sur les parties prenantes.

Nous invitons toutes les parties prenantes à contribuer à l'élaboration de ces indicateurs.

Annexe

Indicateurs proposés pour analyser et mesurer la contribution des entreprises à la réponse aux défis sociaux de la transition écologique

Les indicateurs suivants sont principalement fondés sur des rapports existants :

- International Labour Organisation (ILO), [*Guidelines for a just transition towards environmentally sustainable economies and societies for all*](#), 2015

- B Team, [*Just Transition: A Business Guide From The Just Transition Centre And The B Team*](#), May 2018
- Stockholm Environment Institute (SEI), [*Seven principles to realize a just transition to a low-carbon economy*](#), June 2020

Transparent planning process	<i>Companies should consult with all relevant stakeholders, including trade unions and civil society organizations and include them in the assessment of social risks and opportunities related to the ecological transition.</i>
Actions	<p>Stakeholders such as unions or other worker bodies as well as communities are involved in the development of the just transition planning.</p> <p>Company is transparent about the categories of stakeholders involved in the just transition planning.</p> <p>Company discloses the steps taken to ensure significant engagement with stakeholders in the just transition.</p>
KPIs	<p>Number of workers or workers' representatives participating in social dialogue in the context of the just transition (based on SEI p.18)</p> <p>Percentage of unions, social partners, and/or disempowered groups represented in social dialogues related to the just transition (based on SEI p.18)</p> <p>Number of social dialogues being held and engagement with communities within a year in the context of the just transition (based on B Team p.7-11)</p>

Employment	<i>Companies' just transition planning should include measures to create/provide/support access to new sustainable and decent jobs.</i>
Actions	<p>Company evaluates and discloses the risks of job loss for workers and communities as a result of the ecological transition, with special attention to vulnerable groups.</p> <p>Company supports access for workers and communities to sustainable and decent jobs as part of its ecological transition, with special attention to vulnerable groups.</p> <p>Company takes action to ensure that the new sustainable and decent jobs incorporate gender balance and the inclusion of vulnerable groups.</p>
KPIs	<p>Number of job losses within the company and as much as possible within its supply chains as well as in the communities due to ecological transition planning (based on ILO p.6-7)</p> <p>Number of sustainable and decent jobs created within the company and as much as possible within its supply chains as well as in the communities as part of just transition planning (based on B Team p. 8)</p>

Upskilling and reskilling	<i>Through collaborative process, companies should identify existing and future skills and training gaps in the context of the ecological transition.</i>
Actions	<p>Company takes action to anticipate the skills of the future and re/up-skill workers impacted by the ecological transition.</p> <p>Stakeholders including unions are involved in processes of anticipating and identifying skills obsolescence and skills gaps.</p>
KPIs	<p>Number of people who receive skill-up/reskilling training as part of the ecological transition planning (based on ILO p.14)</p> <p>Does the company have a policy of providing equal opportunities for training and employment opportunities for women, young people, vulnerable groups in the context of its ecological transition planning? (based on B Team p. 8)</p>

Access to goods and services	<i>Company should ensure that its climate policy does not increase inequalities in access to sustainable and affordable products for consumers, specifically low-income consumers.</i>
Actions	<p>Company tracks the evolution of goods and services portfolio impacted by the decarbonization.</p> <p>Company takes into account the accessibility of the new goods and services offers.</p>
KPI	Evolution of client and end-consumer base by type of income class, when applicable. (B4IG)

*

Contacts presse :

- Amaury BESSARD – Amaury.Bessard@edelman.com /+33 (0) 6 03 89 85 52
- Camille Putois – camille.putois@b4ig.org / +33 (0) 6 89 91 59 27

A propos de B4IG : Lancée par la Présidence française du G7 en août 2019, Business for Inclusive Growth (B4IG) est une coalition de présidents et directeurs généraux de grandes entreprises internationales engagées dans la lutte contre les inégalités de revenus et d’opportunités. Avec l’OCDE comme partenaire stratégique, B4IG coordonne son action avec les gouvernements pour faire progresser la croissance inclusive aussi bien au niveau mondial qu’au niveau local. Plus d’informations sur www.b4ig.org.